

Dossier de candidature à l'inscription sur la liste des Administrateurs AD'HOC

(personne morale)

Constitution du dossier

Vous trouverez ci-joint la trame du dossier de candidature à l'inscription qui doit être scrupuleusement respectée.

Nous appelons votre attention sur le fait que la responsabilité de la constitution du dossier vous incombe.

Envoi ou dépôt du dossier

Votre dossier complet doit être envoyé ou déposé **avant le 1^{er} mars** auprès du Procureur de la République près le Tribunal judiciaire dans le ressort de votre lieu de résidence ou du siège social de la personne morale. Passé ce délai, les dossiers ne seront pas instruits et les demandes seront rejetées.

Vous trouverez ci-dessous mentionnées les adresses des différents parquets du ressort et votre enveloppe devra être libellée de la façon suivante :

Monsieur le procureur de la République
Service de la liste des administrateurs ad hoc
Tribunal judiciaire de ...

- Tribunal judiciaire de Bayonne : 17 avenue de la Légion Tchèque – 64100 Bayonne
- Tribunal judiciaire de Dax : Rue des fusillés – 40100 Dax
- Tribunal judiciaire de Mont-de-Marsan : 249 avenue du Colonel Rozanoff – 40000 Mont-de-Marsan
- Tribunal judiciaire de Pau : Place de la Libération – 64034 PAU Cédex
- Tribunal judiciaire de Tarbes : 6 bis rue Maréchal Foch – 65000 Tarbes

Conditions d'inscription

Pour les personnes physiques (art. R53-1 du code de procédure pénale)

Une personne physique ne peut être inscrite sur la liste que si elle réunit les conditions suivantes :

- 1° Etre âgée de trente ans au moins et de soixante-dix ans au plus ;
- 2° S'être signalée depuis un temps suffisant par l'intérêt qu'elle porte aux questions de l'enfance et par sa compétence ;
- 3° Avoir sa résidence dans le ressort de la cour d'appel ;
- 4° N'avoir pas été l'auteur de faits ayant donné lieu à condamnation pénale ou à sanction disciplinaire ou administrative pour agissements contraires à l'honneur, à la probité et aux bonnes mœurs ;
- 5° N'avoir pas été frappée de faillite personnelle ou d'une autre sanction en application du titre VI de la loi n° 85-98 du 25 janvier 1985 relative au redressement et à la liquidation judiciaire des entreprises.

Pour les personnes morales (art. R53-2 du code de procédure pénale)

En vue de l'inscription d'une personne morale sur une liste d'administrateurs ad hoc, il doit être justifié :

- 1° Que les dirigeants de la personne morale remplissent les conditions prévues aux 4° et 5° de l'article précédent (art. R53-1 du code de procédure pénale) ;
- 2° Que chacune des personnes susceptibles d'exercer pour le compte de la personne morale une mission d'administrateur ad hoc remplit les conditions prévues audit article.

Liste des pièces à produire

Pour les personnes morales

- ☐ Lettre de candidature motivée du dirigeant
- ☐ Fiche concernant la nature de la personne morale, sa raison sociale, son objet social, l'adresse du siège social, le numéro d'inscription SIRET, SIREN
- ☐ Copie du récépissé délivré par l'autorité préfectorale pour les associations
- ☐ Fiche détaillée des activités de la personne morale
- ☐ Production des statuts

a) Liste des dirigeants de la personne morale et pour chacun d'eux :

- ☐ Extrait d'acte de naissance
- ☐ Attestation qu'ils n'ont pas été l'auteur de faits ayant donné lieu à condamnation pénale ou à sanction disciplinaire ou administrative pour agissement contraire à l'honneur, à la probité ou aux bonnes mœurs et n'ont pas été frappés de faillite personnelle ou d'une sanction en application du titre VI de la loi 85-98 du 25 janvier 1985 relative au redressement et à la liquidation judiciaire des entreprises (déclaration sur l'honneur jointe)

b) Liste des personnes susceptibles d'exercer pour le compte de la personne morale une mission d'administrateur ad hoc et pour chacune d'elles production des pièces exigées pour l'inscription d'une personne physique :

- ☐ Lettre de candidature et de motivation du candidat
- ☐ Extrait d'acte de naissance ou photocopie de la carte nationale d'identité ou du passeport en cours de validité et, éventuellement photocopie du titre de séjour
- ☐ Justificatif de domicile (quittance de loyer, d'électricité ou de gaz par exemple) qui doit se situer dans le ressort de la cour d'appel
- ☐ Curriculum vitae
- ☐ Eventuellement justificatif de l'inscription antérieure
- ☐ Photocopie des diplômes et titres universitaires obtenus et, le cas échéant, leur traduction s'ils ont été délivrés par des institutions étrangères
- ☐ Justificatifs démontrant un intérêt particulier et ancien porté aux questions de l'enfance ainsi qu'une certaine compétence en la matière avec des connaissances juridiques et psychologiques (contrat de travail, certificat de travail, attestations, certificat de participation à une session de formation ou un stage, diplômes, etc.)
- ☐ Attestation du candidat qu'il n'a pas été l'auteur de faits ayant donné lieu à condamnation pénale ou à sanction disciplinaire ou administrative pour agissement contraire à l'honneur, à la probité et aux bonnes moeurs et qu'il n'a pas été frappé de faillite personnelle ou d'une autre sanction en application du titre VI de la loi n° 85-98 du 25 janvier 1985 relative aux redressements et à la liquidation judiciaire des entreprises (déclaration sur l'honneur jointe).
- ☐ En cas de réinscription, rapports de fin de mission prévus par l'article R 53-8 du code de procédure pénale et tout élément d'information utile sur les obligations qui lui incombait.

**DEMANDE D'INSCRIPTION OU DE REINSCRIPTION
SUR LA LISTE DES ADMINISTRATEURS AD HOC**

PERSONNE MORALE

Articles R53 à R53-8 du code de procédure pénale

Articles L343-2 et R343-2 du Code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile

Liste sur laquelle vous souhaitez être inscrit :

- **Mineurs victimes ou pour lesquels il y a une proposition d'intérêts :**
☐ OUI ☐ NON
- **Mineurs isolés étrangers :**
☐ OUI ☐ NON
- **Sur les deux listes :**
☐ OUI ☐ NON

Première demande : ☐ OUI ☐ NON

ou

Reinscription : ☐ OUI ☐ NON

- antérieurement inscrit sur la liste de la cour d'appel de PAU ☐ OUI ☐ NON

Si oui, précisez la date d'inscription :

Le cas échéant la date du retrait ou de la radiation (joindre une copie de la décision) :

- antérieurement inscrit sur la liste d'une autre cour d'appel ☐ OUI ☐ NON

Si oui, précisez la date d'inscription :

Le cas échéant la date du retrait ou de la radiation (joindre une copie de la décision) :

Raison sociale :

Adresse :

N° d'inscription (Siren, Siret) :

Numéro de téléphone :

Numéro de fax :

Adresse e-mail :

Objet de l'association :

✓ Joindre une justification de la domiciliation dans le ressort de la cour d'appel et une copie des statuts

Nom, prénom, date et lieu de naissance, nationalité des dirigeants :

-
-
-
-
-
-

✓ Joindre pour chaque dirigeant :

- Copie du livret de famille, de la carte nationale d'identité ou du passeport et, le cas échéant, du titre de séjour
- Attestation sur l'honneur complétée et signée

A) IDENTITE DES PERSONNES QUI EXERCERONT LES MANDATS D'ADMINISTRATEUR AD HOC

1)

Nom de naissance :

Nom marital :

Prénoms :

Date de naissance :

Lieu de naissance :

Département ou pays :

Nationalité :

Situation de famille : ☐ célibataire

☐ marié

☐ pacsé

Nom du conjoint :

Profession du conjoint :

Diplômes obtenus :

-
-
-
-
-

Photo
d'identité

Les langues étrangères parlées, langue des signes :

-
-
-
-
-

Activité professionnelle actuelle et principale et autres activités exercées par le candidat (ex : enseignement, activités de formation, mandat associatif...) :

-
-
-
-
-

2)

Nom de naissance :

Nom marital :

Prénoms :

Date de naissance :

Lieu de naissance :

Département ou pays :

Nationalité :

Situation de famille : ☐ célibataire ☐ marié ☐ pacsé

Nom du conjoint :

Profession du conjoint :

Diplômes obtenus :

-
-
-
-
-

Les langues étrangères parlées, langue des signes :

-
-
-
-
-

Activité professionnelle actuelle et principale et autres activités exercées par le candidat (ex : enseignement, activités de formation, mandat associatif...) :

-
-
-
-
-
-

Photo
d'identité

3)

Nom de naissance :

Nom marital :

Prénoms :

Date de naissance :

Lieu de naissance :

Département ou pays :

Nationalité :

Situation de famille : ☐ célibataire

☐ marié

☐ pacsé

Nom du conjoint :

Profession du conjoint :

Diplômes obtenus :

-
-
-
-
-

Les langues étrangères parlées, langue des signes :

-
-
-
-
-

Activité professionnelle actuelle et principale et autres activités exercées par le candidat (ex : enseignement, activités de formation, mandat associatif...) :

-
-
-
-
-
-

Photo
d'identité

4)

Nom de naissance :

Nom marital :

Prénoms :

Date de naissance :

Lieu de naissance :

Département ou pays :

Nationalité :

Situation de famille : ☐ célibataire

☐ marié

☐ pacsé

Nom du conjoint :

Profession du conjoint :

Diplômes obtenus :

-
-
-
-
-

Les langues étrangères parlées, langue des signes :

-
-
-
-
-

Activité professionnelle actuelle et principale et autres activités exercées par le candidat (ex : enseignement, activités de formation, mandat associatif...) :

-
-
-
-
-
-

Photo
d'identité

5)

Nom de naissance :

Nom marital :

Prénoms :

Date de naissance :

Lieu de naissance :

Département ou pays :

Nationalité :

Situation de famille : ☐ célibataire ☐ marié ☐ pacsé

Nom du conjoint :

Profession du conjoint :

Diplômes obtenus :

-
-
-
-
-

Les langues étrangères parlées, langue des signes :

-
-
-
-
-

Activité professionnelle actuelle et principale et autres activités exercées par le candidat (ex : enseignement, activités de formation, mandat associatif...) :

-
-
-
-
-
-

Pour chacun, joindre :

- copie du livret de famille, de la carte nationale d'identité ou du passeport et, le cas échéant, du titre de séjour
- copie des diplômes, leur équivalence et, le cas échéant, leur traduction s'ils ont été délivrés par des institutions étrangères
- copie du permis de conduire
- un curriculum vitae montrant l'ancienneté de l'intérêt pour les problèmes de l'enfance

Photo
d'identité

B) EXPERIENCE D'ADMINISTRATEUR AD HOC DE L'ASSOCIATION

Nombre de désignations :

✓ REMPLIR L'IMPRIME "Etat des désignations en qualité d'administrateur ad hoc"

(Bien vouloir préciser la nature de la juridiction et compléter la liste des affaires en indiquant la date de la mission, le nom du magistrat mandant et le numéro d'identification de la procédure)

DECLARATION SUR L'HONNEUR

Je soussigné(e) (nom-prénom-qualité)
atteste sur l'honneur l'exactitude des renseignements ci-dessus mentionnés et m'engage à
porter à la connaissance du procureur général de la cour d'appel de PAU (experts.ca-
pau@justice.fr) toute modification susceptible d'intervenir dans ma situation :

En outre,

J'affirme n'avoir été ni l'auteur de faits contraires à l'honneur, à la probité ou aux bonnes
moeurs, ni l'auteur de faits de même nature ayant donné lieu à une sanction disciplinaire ou
administrative de destitution, de radiation, révocation, de retrait d'agrément ou d'autorisation,

J'affirme ne pas avoir été frappé de faillite personnelle ou d'une autre sanction en application
du titre V du livre VI du code de commerce relative au redressement et à la liquidation des
entreprises,

J'affirme remplir les conditions d'inscription telles qu'elles sont définies à l'article R53-1 du
code de procédure pénale,

Et m'engage à répondre aux sollicitations des juridictions, à accomplir ma mission
d'administrateur ad hoc avec diligence et à réaliser moi-même les mandats qui me seront
confiés.

Fait à , le

Signature
(Nom, prénom et qualité)

Etat détaillé des missions d'administrateurs ad hoc confiées

Juridiction et magistrat mandant	N° de répertoire	Date de la décision	Echéance	Date du rapport de fin de mission	Observations

Fait à , le

Signature
(Nom, prénom et qualité)